



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article1327>

**18 mars 2017 : tous les
candidats sont connus.
Au-delà des manifestations et
des meetings, agir pour une
constituante.**



Date de mise en ligne : samedi 18 mars 2017

- Notre Agenda républicain - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Alors que Jean-Luc Mélenchon appelle à une manifestation le samedi 18 mars à la Bastille, certains citoyens nous demandent à nouveau pourquoi l'Association pour une Constituante ne se joint pas au mouvement. Certains vont même jusqu'à nous sommer de le faire. Drôle de manière d'être insoumis !

Quitte à nous répéter, nous tenons à réaffirmer notre position.

Seule une démarche cohérente dans ses objectifs, ses moyens et ses valeurs, est porteuse d'avenir. Or, l'élection présidentielle, personnalisante et clivante par nature, est selon nous contradictoire avec la refondation de la démocratie, qui est par essence collective et rassembleuse. Il ne suffit pas à tel ou tel candidat de se dire porte-parole du peuple pour l'être, il ne suffit pas de brandir des drapeaux tricolores pour résumer à soi seul la nation dans un seul bulletin de vote. Notre objectif est la reconstitution du peuple au-delà des affrontements partisans. Ce n'est pas que nous soyons favorables ou hostiles à tel ou tel programme. Simplement, nous ne posons pas notre action sur ce terrain-là.

Appeler à une 6ème République n'est pas crédible, en finir avec la « monarchie présidentielle » n'est pas crédible, si ces appels sont lancés au milieu des chausse-trappes inhérentes à une campagne présidentielle (suivisme sondagier, peopolisation, embrigadement des électeurs, etc.). L'enrégimentement inévitable dans une campagne présidentielle caractérise une démarche qui s'affirme sur une contradiction : libérer les citoyens en exigeant d'eux qu'ils accordent un chèque en blanc à un seul homme dont on attend - par quel miracle ? - qu'il échappe aux défauts de ceux qui l'ont précédé. Combien de candidats, depuis le début de cette campagne électorale absurde, ont-ils affirmé « vouloir le pouvoir pour nous le rendre » ? Combien avant eux avaient dit la même chose ? Au-delà de la cohérence intellectuelle, de l'exigence morale et du courage dans l'humilité que demande une telle démarche, chacun doit se demander si l'implacable logique institutionnelle donne une quelconque crédibilité à cette proclamation. Il est stérile de vouloir conquérir la liberté avec des instruments liberticides.

Nous considérons que le combat pour le changement institutionnel doit être l'oeuvre du peuple tout entier au travers d'une Constituante élue au suffrage universel. Il n'est pas question qu'un candidat quelconque donne par avance la réponse institutionnelle.

La sincérité dans l'appel à une Constituante implique d'affirmer avec la plus grande fermeté que celle-ci ne saurait résulter de l'élection présidentielle. En effet, ce scrutin mélange adhésion à un personnage, programme présidentiel et, dans le cas précis, appel à une Constituante. Elle lie donc le soutien à la Constituante au soutien à un programme. Elle n'est donc pas rassemblement du peuple, mais rassemblement autour d'options, justes ou pas. Sa légitimité est liée à celle d'un programme et son influence au score d'une personnalité. Elle serait donc inévitablement octroyée par le vainqueur et non conquise par le peuple.

Si le thème de la Constituante a pris de l'ampleur, c'est au travers des multiples initiatives citoyennes qui se développent et se cherchent un peu partout en France. Il n'est pas question d'en chercher la valeur dans l'élection phare d'un système moribond, mais dans la reconstruction de la démocratie autour des mouvements de citoyens libres et hors des contraintes européennes ou nationales pour qui le peuple n'est qu'un être dont elles nient la souveraineté.